REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 14 MAI 2025

Nbre de conseillers en exercice : 19
Présents : 12
Votants : 15

L'an Deux Mille Vingt Cinq, le quatorze mai, à 19h00

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Priest-sous-Aixe, dûment convoqué, le 9 mai 2025,
S'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur BARRY Philippe, Maire,**

**Présents : Mmes De FERLUC Véronique-LARCHER Sarah-MARQUET Malika- VIRANTIN Sandra
MM. AUVERT Pascal- BERROU Yves – CHARBONNIER Laurent- GUEYSSET Daniel-
JAMMET Thierry- PAULHAN Eric- PICOU Anthony**

**Excusés : Mme MAURY Michèle qui donne procuration à Mme de FERLUC Véronique
Mme LACORRE Brigitte qui donne procuration à M. PICOU Antony
Mmes BEAUPEU Muriel-MILAZZO Amélie-TREBUCHERE Céline
M. DUGAST Jérôme qui donne procuration à M. JAMMET Thierry
M. METZ Guillaume**

Secrétaire : Mme de FERLUC Véronique

Ordre du jour :

- **Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 mars 2025**
- **Validation du plan de financement actualisé pour la demande de subvention auprès de la Région, relative aux travaux d'aménagement du bar-tabac-restaurant**
- **Création de deux emplois non permanents (renfort été service technique)**
- **Clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiement-aménagement bas du bourg**
- **Autorisation de signature des conventions de servitude de passage d'une canalisation d'eaux pluviales-
Moulin de Pressac**
- **Questions diverses**

Mme de FERLUC est désignée secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 21 mars

M. BARRY fait part au conseil municipal d'une demande de M. METZ concernant la suppression d'une mention dont il donne lecture sur le procès-verbal. Le conseil municipal accepte cette demande.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Validation du plan de financement actualisé pour la demande de subvention auprès de la Région, relative aux travaux d'aménagement du bar-tabac-restaurant

M. BARRY indique qu'il s'agit là d'un point administratif.

Mme SALABERT explique que la demande de subvention initiale était basée sur des devis prévisionnels. Le montant des nouveaux devis étant à la baisse, la Région demande au conseil municipal de prendre une nouvelle délibération actant ce nouveau montant d'opération.

M. PICOU demande la raison de cette actualisation à la baisse.

M. JAMMET explique que de nouvelles consultations des entreprises ont permis de revoir à la baisse les montants initialement prévus.

M. BERROU demande à combien s'élève le nouveau montant.

Mme SALABERT répond que le montant s'élève à 56 412 € H.T soit 67 694 € TTC.

M. BERROU demande si le budget voté pour ce projet n'était pas de 50 000 €.

M. JAMMET indique qu'il était de 100 000 €.

M. BARRY fait remarquer que ce ne sont pas les entreprises les moins-disantes qui ont été retenues pour effectuer les travaux mais bien les mieux-disantes et que leurs offres étaient en dessous des estimations. Il ajoute qu'il était nécessaire de délibérer rapidement car la prochaine séance de la commission permanente du conseil régional devant se prononcer sur l'attribution de la subvention a lieu début juillet.

M. PICOU demande le pourcentage de la subvention espérée.

Mme SALABERT indique que le pourcentage est de 15%.

M. PICOU demande si d'autres dossiers de subvention ont été déposés.

Mme SALABERT explique que l'Etat a déjà été sollicité au titre de la DETR (40%) ainsi que le conseil départemental (15%), ce qui amène à un soutien financier public de 70%.

M. BARRY ajoute que l'on est sur un reste à charge pour la commune d'un peu moins de 17 000 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de valider le plan de financement actualisé pour la demande de subvention auprès de la Région, relative aux travaux d'aménagement du bar-tabac-restaurant.

Création de deux emplois non permanents (renfort été service technique)

M. BARRY donne la parole à M. PAULHAN.

M. PAULHAN explique que l'équipe étant en train de se reformer, il est envisagé de recruter deux jeunes de la commune pour cet été, à raison de trois semaines chacun : l'un du 23 juin au 11 juillet et l'autre du 11 août au 29 août.

M. BARRY ajoute qu'une délibération est nécessaire pour pouvoir créer ces deux postes.

M. CHARBONNIER demande si ce sont deux jeunes qui effectuent leurs études dans ce domaine.

M. PAULHAN répond par la négative. Ce sont des jeunes qui recherchent de simples jobs d'été.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de la création de deux emplois non permanents pour cet été au service technique, pour une durée de trois semaines chacun.

Clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiement-aménagement bas du bourg

M. BARRY explique qu'il s'agit aujourd'hui de voter la clôture de l'autorisation de programme et des crédits de paiement. Depuis le vote de la dernière modification le 21 mars 2025, les crédits alloués aux études ont été augmentés de 31.24€, ceux pour les travaux ont été diminués de 6 200.90€. Le montant total réalisé de cette autorisation passe de 1 457 898.70€ à 1 451 729.04€.

M. PAULHAN ajoute que cette autorisation de programme avait été faite pour que tout soit clair au niveau du suivi de chantier. Les 31.24 € sont le fait des révisions des prix. Les dépenses liées à ce marché ont été bien maîtrisées. Il ne reste plus que les soldes des subventions à percevoir.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de valider la clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiement pour l'aménagement du bourg, tel que présentée.

Autorisation de signature des conventions de servitude de passage d'une canalisation d'eaux pluviales-Moulin de Pressac

M. BARRY explique qu'il s'agit de conventions de servitude de passage chez des propriétaires privés. Il y a une problématique d'écoulement d'eaux pluviales au Moulin de Pressac, qui va pouvoir se résoudre notamment parce que la Fédération de pêche a donné à la commune les terrains qu'elle possédait. Certains sont en bord de vienne et ne sont pas du tout concernés. D'autres par contre vont faciliter la tâche. Certains autres terrains appartiennent à des propriétaires privés, dont Mme PAZZIAULT, dont M et Mme FONTANILLE, mais possiblement d'autres terrains pourraient être impactés.

L'objectif est qu'il puisse signer les conventions de servitude de passage pour cette canalisation d'eaux pluviales sachant que pour la propriété de M et Mme FONTANILLE, la canalisation existe déjà ; simplement il s'agit de situations très anciennes qui n'avaient pas été formalisées.

Concernant la propriété de Mme PAZZIAULT en revanche, il s'agit de créer la servitude.

M. PAULHAN ajoute qu'à l'époque beaucoup de choses étaient faites mais pas tracées. Ces conventions sont faites pour éviter des soucis aux propriétaires ainsi qu'à la commune.

M. PICOU demande pourquoi à chaque fois qu'un terrain privé est touché il est nécessaire de valider une convention.

M. PAULHAN explique qu'on ne touche pas toujours une propriété privée. C'est qu'il y a de nombreux exutoires sur la commune avec des aqueducs qui traversaient des routes et qui vont se déverser vers des terrains privés. Les agents du service technique, en l'absence de conventions, ne peuvent pas intervenir sur des propriétés privées. Il s'agit également d'un devoir de mémoire pour les équipes futures.

M. CHARBONNIER pensait qu'il s'agissait de canalisations d'eaux privées et non de pluie.

M. PAULHAN explique qu'au Moulin de Pressac, à l'époque, seules les eaux traversant la propriété de M et Mme FONTANILLE avaient été collectées mais il y en a d'autres qui arrivent chez Mme PAZZIAULT. Pour collecter et répartir ces eaux, il convient d'intervenir et prendre ces conventions.

M. BARRY ajoute qu'à l'époque, les choses se faisaient de manière tout à fait naturelle mais parfois, il s'agissait d'énormes travaux qui étaient réalisés sans aucun formalisme.

Ces conventions permettent d'intervenir en toute légalité, elles simplifient le travail des agents des services techniques et permettent également la mise à jour des plans de récolement.

M. PAULHAN indique que si les conseillers souhaitent consulter les conventions de servitude de la commune, elles sont toutes classées.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales au Moulin de Pressac.

Questions diverses

Aucune question diverse.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.